



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 15 SEPTEMBRE 2016

## Où est l'argent pour les droits des femmes ?

Le **Conseil Économique Social et Environnemental**, la **Fondation des femmes**, le **Fonds pour les Femmes en Méditerranée**, le **Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes**, le **Comité ONU Femmes France** et **W4 France** publient un rapport relatif à l'argent public et privé consacré en France à l'égalité femmes-hommes intitulé "Où est l'argent pour les droits des femmes ? Une sonnette d'alarme".

Ce rapport inédit dresse un état des lieux des financements publics et privés en faveur des initiatives pour l'égalité femmes-hommes en France. **Il met en lumière leur sous-financement**, en comparaison avec des initiatives œuvrant pour des causes d'importance équivalente et avec le financement pour l'égalité femmes-hommes dans d'autres pays au même potentiel.

Le constat est clair : si des politiques en faveur de l'égalité sont effectivement développées par l'Etat et les collectivités territoriales, les budgets consacrés aux droits des femmes demeurent, au niveau national comme local, restreints et insuffisants pour la mise en pratique de ces politiques par les acteurs.rice.s de l'égalité. En 2016 le budget alloué au ministère des droits des femmes dans le cadre du programme «Égalité entre les femmes et les hommes » n'est que de **27 millions d'Euros soit 0,0066% du budget général quand le coût estimé des violences faites aux femmes est estimé à 2.5 milliards d'euros par an**. A titre de comparaison, le budget espagnol consacré à la lutte contre les violences faites aux femmes est de 0,54 euros par habitant en 2016, il n'est que de 0,33 euros en France.

Quant au financement privé, il est également limité. Les fondations et les fonds privés ne ciblent que très peu leur action sur le secteur des droits des femmes. Les fonds et fondations spécialisés sur le sujet sont récents et peu dotés et les dons des particulier.e.s sont insuffisants.

Conséquences de ce manque de financement : **les structures et associations peinent à remplir leur mission**, certaines sont forcées de fermer, les inégalités reculent lentement, les disparités géographiques se creusent et le coût pour la société des inégalités femmes-hommes augmente.

**Le rapport appelle à traduire en en priorité d'investissement public et privé la volonté politique d'atteindre l'égalité femmes-hommes** et à allouer des moyens suffisants à l'ensemble des programmes dédiés à cet enjeu majeur pour la société française.

### Contacts presse :

Haut Conseil à l'Égalité : Margaux COLLET 06 09 14 43 06 - 01 42 75 69 97 - [haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr](mailto:haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr)

Fondation des femmes: Anne-Cécile MAILFERT 06 58 47 72 68 - [annececile@fondationdesfemmes.org](mailto:annececile@fondationdesfemmes.org)

Conseil Economique Social et Environnemental : Emilie HUMANN 07.77.26.24.60 - [emilie.humann@clai2.com](mailto:emilie.humann@clai2.com)

Comité ONU Femmes France : Céline MAS, 06 20 34 86 40 - [celine.mas@onufemmes.fr](mailto:celine.mas@onufemmes.fr)

Fonds pour les Femmes en Méditerranée : Caroline BRAC DE LA PERRIERE 0612095809

W4 : Lindsey NEFESH-CLARKE, [lindsey@w4.org](mailto:lindsey@w4.org), 06 88 27 50 25